

Publié le 05 juillet 2012 à 15h27 | Mis à jour le 05 juillet 2012 à 15h27

L'Ontario s'entend avec un premier groupe d'enseignants



La ministre de l'Éducation de l'Ontario, Laurel Broten.
Archives, LeDroit



François Pierre Dufault

Le Droit

La rentrée scolaire pourrait être moins mouvementée que prévu en Ontario. Le gouvernement provincial s'est entendu avec un premier groupe d'enseignants, jeudi, après des mois de tensions et de négociations infructueuses.

Les libéraux de Dalton McGuinty et l'Ontario English Catholic Teachers' Association (OECTA) ont signé un protocole d'entente de deux ans, instaurant une paix syndicale dans les écoles catholiques anglophones de la province.

Les membres de l'OECTA acceptent ainsi un gel des salaires jusqu'en 2014. Leurs congés de maladie non utilisés ne leur seront plus versés en argent au moment de leur retraite.

«Les discussions n'ont jamais été faciles, mais je suis ravie de constater qu'après ces mois de pourparlers difficiles, nous avons été en mesure de conclure une entente avec l'OECTA. Il s'agit d'un exemple de la façon dont les enseignants peuvent réussir à entamer des discussions avec le gouvernement qui mènent à des solutions qui protègent le rendement des élèves et qui nous aident à atteindre nos objectifs fiscaux», a déclaré Laurel Broten, la ministre de l'Éducation.

Geler les salaires des enseignants serait la seule manière de réduire les dépenses de l'État sans compromettre la qualité de l'éducation, selon Mme Broten. L'Ontario pense ainsi économiser 250 millions \$ dès cette année et 540 millions \$ l'an prochain. La province est confrontée à un déficit de 15 milliards \$, qu'elle souhaite abattre d'ici six ans.

L'entente de principe avec l'OECTA servira de cadre à tous les autres syndicats d'enseignants, dans la mesure où ceux-ci acceptent de reprendre leurs pourparlers avec la province. Les deux autres syndicats anglophones et l'Association des enseignants franco-ontariens (AEFO) ont tous quitté la table des négociations au cours des derniers mois.

Les contrats de travail de tous les enseignants ontariens viendront tous à échéance le 31 août.

Partager

0

publicité

Annonces Google

Alzheimer - test

Serait-ce l'alzheimer? Pour le savoir, faites le test.
www.SurLaMemoire.ca

Problème de moisissure

Vous soupçonnez un problème de moisissure dans votre maison?
servicesecoplus.ca

Bord de Mer en Charlevoix

Hotel, 3 étoiles, 79.95\$/2pers Soleil, Plage, Bistro Grill
www.Hotel-Motel-Charlevoix.com

L'Ontario conclut une entente de principe avec ses enseignants catholiques

Publié par La Presse Canadienne le jeudi 05 juillet 2012 à 13h55.

TORONTO - Le gouvernement libéral de l'Ontario a conclu un nouveau contrat de travail avec l'Association des enseignantes et enseignants catholiques.

La ministre de l'Éducation, Laurel Broten, a expliqué que ce syndicat, qui représente 45 000 enseignants, a accepté une entente de deux ans, sans augmentations salariales.

Ce groupe d'enseignants est le premier à rompre le front commun des syndicats, qui ont jusqu'ici refusé de négocier avec le gouvernement après avoir été prévenus de n'attendre aucune hausse salariale.

Le gouvernement libéral essaie de convaincre les employés du secteur public d'accepter un gel des salaires, alors qu'il tente d'éliminer un déficit de 15 milliards \$. La ministre Broten estime que cette entente pourrait servir de modèle lors des négociations avec d'autres syndicats.

Le gouvernement a indiqué qu'il adoptera des lois spéciales si toutes les autres options échouent.

Le premier ministre Dalton McGuinty a indiqué que son gouvernement fera tout en son pouvoir pour conclure des ententes avant le retour en classe en septembre.

Les libéraux essaient de s'entendre avec d'autres syndicats d'enseignants dans le but de réaliser des économies de 250 millions \$ en 2013, en plus d'une économie unique de 1,4 milliard \$.

Les enseignants ne pourront plus accumuler de jours de congé de maladie, et cette banque de congés est réduite à 10 jours, contre 20 actuellement, a indiqué Mme Broten.

Trois journées sans solde de «développement professionnel» prévues pendant la deuxième année de l'entente correspondent à une réduction salariale de 1,5 pour cent.

Le nouveau cours de natation au primaire bien accueilli



JUSTINE MERCIER
jmercier@ledroit.com

L'implantation du cours de natation Nager pour survivre pour les élèves de 3^e année est accueillie favorablement par les commissions scolaires des Draveurs (CSD) et des Portages-de-l'Outaouais (CSPO), qui espèrent cependant que le ministère déblocquera suffisamment de fonds pour couvrir toutes les dépenses qui y sont liées.

S'il n'a rien contre l'ajout de cours de natation au primaire pour permettre aux enfants de savoir se débrouiller dans l'eau, le président de la CSPO, Jocelyn Blondin, a des craintes au niveau du financement. « Ce n'est pas une mauvaise nouvelle, en autant que le financement pour encadrer le cours suive, a-t-il réagi. C'est toujours ça l'inquiétude. Ce qui nous fait peur, c'est que souvent, on implante des programmes de différentes sortes, et le financement ne suit pas. »

Du côté de la CSD, le président Julien Croteau «salue l'initiative» du ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport (MELS). « On peut juste saluer des initiatives qui viendraient mieux protéger les jeunes par rapport à la sécurité nautique, dit-il. [...] Mais il faut voir si les enveloppes budgétaires prévues vont couvrir entièrement les logistiques de transport, de location de piscine, de formation. »

Les deux présidents s'entendent pour dire qu'il est trop tôt pour dire si la formation Nager pour survivre, constituée de trois cours d'une heure, pourra être offerte aux jeunes de 3^e année dès la prochaine année scolaire. L'annonce ayant été faite mercredi soir par le gouvernement, les détails logistiques et financiers n'ont pas encore été dévoilés.

Le MELS « incitera » les écoles à implanter le programme, et pré-

voit déblocquer « près de deux millions de dollars » pour défrayer les coûts de transport, de location de piscines et de rémunération des moniteurs. L'implantation doit se faire progressivement, dès 2012-2013.

Administré par la Société de sauvetage, le programme Nager pour survivre vise l'acquisition de trois habiletés de base: effectuer une entrée en eau profonde par roulade, nager sur place pendant 60 secondes et se déplacer dans l'eau sur 50 mètres.

Les commissions scolaires de la région devront notamment vérifier si les piscines des écoles secondaires peuvent accueillir les élèves du primaire qui suivront cette formation. Trois polyvalentes de la CSPO ont des piscines, tandis qu'il y en a deux dans celles de la CSD. Il y a également un défi supplémentaire pour les écoles en territoire rural, puisque les déplacements seront plus longs.

L'exemple ontarien

En Ontario, le même programme est offert depuis plusieurs années déjà. Au Conseil des écoles catholiques du Centre-Est (CECCE), 30 des 38 écoles primaires l'ont offert à leurs élèves de 3^e année au cours de la dernière année scolaire. « Ça prend un peu la forme de sortes pédagogiques », explique Émile Maheu, gestionnaire aux relations communautaires au CECCE. Offrir ce programme représente bien sûr beaucoup d'organisation, mais ça en vaut la peine, souligne-t-il. « C'est énormément de logistique, parce qu'il y a plus de 1000 élèves à déplacer trois fois dans l'année dans une dizaine de piscines différentes, mais on y croit beaucoup », mentionne M. Maheu. Le CECCE fait aussi face à une autre contrainte: le besoin de moniteurs et sauveteurs francophones. M. Maheu souligne que la Ville d'Ottawa offre un excellent soutien à cet égard, tant pour la location de piscines que pour la recherche de personnel pouvant s'exprimer dans la langue de Molière.



OÙ APPRENDRE LES TECHNIQUES DE RCR ?

Outaouais

Ambulance Saint-Jean en Outaouais: 819-561-6945
Premiers Soins Haute-Gatineau: 819-441-6633
Québec secours — Outaouais: 819- 669-8295

Ottawa et environs

Croix-rouge canadienne: 613-560-7220
Service paramédic d'Ottawa: 613-580-2424 poste 32434
Cours de Sécurité Ménard: 1-888-443-2027

Techniques de premiers soins et de RCR

Plusieurs parents mal outillés

LOUIS-DENIS EBACHER
ldebacher@ledroit.com

Trop peu de parents maîtrisent les notions de premiers soins et de réanimation cardio-respiratoire (RCR) au Québec, déplore une directrice d'Ambulance Saint-Jean, Charline Gauthier-Tremblay.

Selon elle, les parents d'ailleurs au Canada sont plus sensibles à la maîtrise des techniques de base, comme le bouche-à-bouche ou le massage cardiaque. « Je ne sais pas pourquoi, mais on observe la tendance partout au pays. Au Québec, trop peu de parents considèrent la RCR

comme obligatoire. »

M^{me} Gauthier-Tremblay compare le cours de premiers soins à une assurance qu'on achète, mais qu'on n'utilise que rarement. « On se demande pourquoi on s'en procure une, mais lorsqu'un accident se produit, on est bien content de l'avoir. »

La plupart des parents qui connaissent les techniques de RCR les ont acquises dans le cadre de leur travail. « Notre plus grande clientèle est gouvernementale ou fait partie d'un groupe d'employés. Beaucoup de fonctionnaires et de travailleurs du privé doivent recevoir ces formations. »

L'été est la période de l'année

la moins occupée pour les formateurs d'Ambulance Saint-Jean. Les activités reprennent de façon plus intensive entre septembre et mai. « La ministre de l'Éducation (Michelle Courchesne) vient d'annoncer qu'elle encouragera les cours de natation au primaire. Cela devrait être la même chose pour les premiers soins. Mais on ne voit pas de soutien financier de la part du gouvernement », soutient M^{me} Gauthier-Tremblay.

Des formations sont offertes par divers organismes de la région, à longueur d'année, à des prix variant de 50\$ à 300\$ selon le temps alloué et la complexité des notions à transmettre.

SOIGNER PITOU, RÉANIMER MINOU

L'Ambulance Saint-Jean offrira sous peu un cours de secourisme pour les animaux de compagnie.

La formation comprendra entre autres les notions de réanimation respiratoire par « bouche-à-nez », au coût de 75\$ pour un bloc de sept heures. Les personnes suivant le cours apprendront aussi des notions de réanima-



tion cardiaque, de sauvetage en cas d'étouffement, d'allergie, d'intoxication et de soins nécessaires suivant une « attaque » de mouffette.

L'organisme a peaufiné son plan de cours en Ontario. Une quarantaine de personnes ont reçu la formation au Québec en 2011. L'Ambulance Saint-Jean fournira bientôt des trousseaux de premiers soins conçus pour les chats et chiens.

LeDroit

LEDROIT, LE VENDREDI 6 JUILLET 2012



XF

À PARTIR DE

649\$ /mois

9 499\$ Comptant

LOCATION

3.2% 48 mois*

Incluant transport et préparation. PLUS LES TAXES APPLICABLES.

1-888-472-3817

WWW.JAGUAROTTAWA.CA



ÉDITORIAL

LeDroit

Fondé le 27 mars 1913
L'avenir est à ceux qui luttent



PIERRE ALLARD pallard@ledroit.com

Un événement marquant

Peu importe les conclusions des cinq journées de délibérations qui se terminent aujourd'hui à Québec, le Forum mondial de la langue française doit être considéré comme un grand succès et un événement marquant dans l'évolution de la francophonie mondiale. Pendant cinq jours, sous les yeux de médias débordés et dérouterés par l'ampleur d'un phénomène qu'ils connaissent mal, plus de 1200 participants de 110 pays ont dressé un certain bilan et jeté un regard critique vers l'avenir de la langue française, ainsi que sur la diversité culturelle qu'elle soutient contre une hégémonie croissante de l'anglais.

Le public aura malheureusement peu appris de la richesse des tables rondes et de la documentation auxquelles aura contribué un vaste éventail de chercheurs et d'acteurs (politiques, sociaux, économiques) de tous les continents. Il y en avait sans doute trop, même pour les experts. D'autre part, l'attention du public a parfois été détournée de l'essentiel du Forum mondial par quelques incidents et déclarations qui ont accaparé les manchettes: l'interruption du discours sans conséquence de Stephen Harper par un manifestant, la rencontre du maire de Paris avec les porte-parole étudiants du Québec et les affirmations simplistes de quelques politiciens d'ici.

L'ancien premier ministre Bernard Landry a notamment raté une merveilleuse occasion de se taire en identifiant l'État canadien comme la principale menace actuelle à la pérennité du français au Québec. Sans vouloir défendre la Constitution et le gouvernement actuel à Ottawa, qui n'ont certes rien de francophile, M. Landry devrait jeter un coup d'œil dans sa cour et cibler davantage la performance du gouvernement Charest, qui a été plus que négligent dans l'application de la Loi 101 et qui se prépare à donner un statut préférentiel à l'anglais en «bilinguisant» la sixième année dans toutes les écoles françaises du Québec.

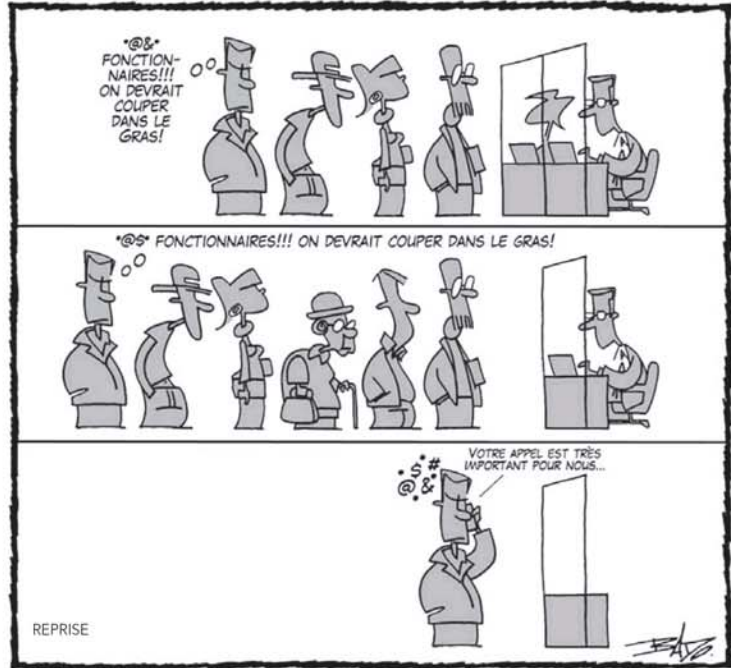
Par ailleurs, dans le cadre du

Forum, le ministre Bernard Valcourt, Acadien mal informé s'il en fut, est allé faire porter aux membres des communautés francophones canadiennes, individuellement et collectivement, le fardeau de prendre les mesures nécessaires pour assurer la survie de la langue française dans leur coin de pays, les avertissant de ne pas compter sur les gouvernements! Si M. Valcourt avait bien lu son histoire du Canada (ou de l'Acadie), s'il avait consulté le savoir accumulé depuis des décennies par les chercheurs des gouvernements fédéral et provinciaux, des universités et des organismes représentant les minorités francophones, il aurait peut-être tenu des propos plus sensés.

Heureusement, ces derniers jours, des centaines d'experts - plusieurs provenant de pays qui n'ont rien à voir avec la francophonie - ont présenté un trésor de données et de points de vue qui viennent à la fois circonscrire les dangers que court réellement la langue française dans le monde, mais aussi le dynamisme de notre langue et sa contribution essentielle à la diversité culturelle de la planète. De plus, les thèmes abordés dans le cadre du Forum de Québec brossaient un tableau évocateur de la réalité en matière d'éducation, de création littéraire, de musique, d'économie et de travail, sans oublier le nouvel univers numérique, incluant Internet et les médias sociaux.

Le simple fait d'avoir réuni toutes ces gens à Québec pour un remue-ménages planétaire mérite des accolades. L'expertise présentée au Forum viendra bouillir l'état actuel des connaissances, et les liens tissés entre des intervenants américains, européens, africains et asiatiques liés par leur intérêt pour la langue et la culture françaises permettront de créer et de renforcer des réseaux durables, féconds et, surtout, opportuns.

La langue française est en constante évolution, à l'image d'un monde qu'elle permet de comprendre, d'interpréter et, aussi, de transformer. Quel rôle jouera-t-elle désormais? Quelle sera sa contribution? La réflexion est bien amorcée.



REPRISE

ledroit.ca/LA QUESTION DU JOUR

QUÉBEC ET L'AMIANTE

Quelle position le Québec doit-il adopter à propos de l'amiante? Appuyer son exploitation ou la stopper?
VOTRE OPINION COMPTE!
Envoyez vos courriels à editorial@ledroit.com.



Les lettres courtes seront privilégiées et la direction se réserve le droit d'abréger les documents. LeDroit ne s'engage ni à publier les documents reçus, ni à justifier leur non-publication. Ne seront publiées que les lettres portant le nom, prénom, adresse et le numéro de téléphone de l'auteur. Seul le nom et lieu de résidence apparaîtront toutefois dans le journal.

À VOUS LA PAROLE

editorial@ledroit.com

Vestes de flottaison

C'est ridicule que des vestes de flottaison soient présentes dans une embarcation sans qu'il soit obligatoire de les porter. Il faudrait que chaque occupant d'une embarcation de 20 pieds ou moins soit obligé de porter une telle veste, sous peine d'amende. Cela ne réglerait pas tous les problèmes de noyades malheureuses, mais il faut commencer par ce qui semble le plus logique.

Clément Bonin, Gatineau

pas pour essayer de cacher des choses mais pour éclairer la population. Il y a des fois que je me demande si certains conseillers n'essaient pas de nous en passer une petite vite avec leurs huis clos. Encore une fois bravo, M. Angers.
Roger DesLauriers, Gatineau

Angers et le Quai des artistes

Bravo au conseiller Luc Angers qui a dévoilé que la Ville de Gatineau s'appretait à démolir le Quai des artistes. Ce qui fait partie de l'histoire de Gatineau depuis quasiment un demi-siècle. C'est l'entrée de Gatineau: pourquoi le démolir? Et que dire de la conseillère de Limbour, Nicole Champagne, qui veut sanctionner les élus qui violent le secret des discussions à huis clos. Au cas où vous ne le saviez pas, vous êtes élus par le peuple non

Pourquoi tant de noyades?

En 2010, afin de prévenir un certain nombre de noyades, Québec a resserré les réglementations municipales en obligeant les propriétaires à clôturer leur piscine. Attitude louable s'il en est: on ne peut être contre la vertu! Mais pourquoi tant de noyades cette année? Je me demande si une «surréglementation» ne produit pas l'effet inverse à celui escompté, produisant un relâchement de la vigilance et entraînant l'accident fatal. Il faut, dès le plus jeune âge, inculquer le sens des responsabilités. Les enfants requièrent une surveillance de tous les instants. Ne la trahissons pas.
Philippe Roy, Gatineau

LE DROIT - LE VENDREDI 6 JUILLET 2012

BUREAU D'OTTAWA

47, rue Clarence, bureau 222, case postale 8860, succursale T, Ottawa (Ontario) K1G 3J9

DIRECTION GÉNÉRALE
PRÉSIDENT ET ÉDITEUR
Jacques Pronovost
ADJOINTE AU PRÉSIDENT
Claude Simard
COORD. PROMO ET COMM.
Mélanie Proulx

ADMINISTRATION ET FINANCES
CONTRÔLEUR
Virginie Richer
RESPONSABLE ADMIN ET PAIE
Lynne Bazinet

RÉDACTION
RÉDACTEUR EN CHEF
Jean Gagnon
DIRECTEUR DE L'INFORMATION
Patrice Gaudreault

BUREAU DE GATINEAU - SERVICE À LA CLIENTÈLE

Promenades de l'Outaouais, 1100, boul. Maloney Ouest, case postale 82050, Gatineau (Québec) J8T 8E1

PUBLICITÉ
DIRECTEUR PRINCIPAL VENTES
Eric Brousseau
DIRECTEUR VENTES, DÉV. AFFAIRES
Normand Lalonde
COORD. CONTENUS PUBLICITAIRES
Bianca Paquette

PRODUCTION ET INFORMATIQUE
DIRECTEUR PRINCIPAL, PROD.
Raymond Bégin
DIRECTEUR, TECHNOLOGIE INFO.
Louis Simoneau
CONSEILLER, SYS. INFORMATIQUES
Antoine Boulet

ABONNEMENTS ET TIRAGE
DIRECTEUR PRINCIPAL, TIRAGE
Robert Schiffo
SUPERVISEUR SERVICE À LA CLIENTÈLE
Marie-Josée Hahn
SUPERVISEUR SERVICE À LA CLIENTÈLE
Claude Simard

Printed and distributed by NewspaperDirect
www.newspaperdirect.com (514) 390-4040 Intem. 800.364.6364
COPYRIGHT AND PROTECTED BY APPLICABLE LAW

DENIS GRATTON dgratton@ledroit.com
613-562-7531



Giratoire, Georges et Gatineau

Je n'arrive pas à le concevoir.

Je vous parle du futur carrefour giratoire à l'angle des boulevards Saint-Joseph et Jean-Proulx, dans le secteur Hull. Je connais très bien cette intersection cauchemardesque, ayant vécu cinq ans à Saint-Pierre-de-Wakefield. Je devais passer par là pratiquement tous les jours pour aller emprunter le pont Alonzo-Wright et la route 307. On dit que la construction de ce nouveau giratoire doit débuter cette année, et que ce nouveau rond-point est censé résoudre pour au moins 20 ans les bouchons de circulation et les problèmes de sécurité qui surviennent à cette intersection très achalandée.

Ah bon. Permettez-moi d'en douter.

Je peux juste imaginer la scène, un soir d'hiver, vers 17 h, alors que des centaines d'autos font la file pour traverser le pont Alonzo-Wright, comme à tous les soirs.

Tenez, c'est la conseillère municipale Mireille Apollon qui a le mieux décrit la situation. M^{me} Apollon s'est opposée à la construction de ce giratoire et voici ce qu'elle a dit à notre collègue Patrick Duquette: «La congestion provient plutôt du pont Alonzo-Wright qui refoule la circulation jusqu'au boulevard Mont-Bleu, à l'heure de pointe du soir.»

Elle a raison. Donc, imaginez l'endroit lorsque le carrefour giratoire sera construit. Plus rien n'avancera. Et le fait que ce giratoire sera doté de feux de circulation n'aidera en rien.

D'ailleurs, quel est le but de construire un carrefour giratoire si on y installe tout de même des feux de circulation?

Non, je n'arrive pas à concevoir un carrefour giratoire à cet endroit. Mais pas du tout. En espérant que je me trompe.

Mais je crois que la conseillère Apollon avait raison quand elle a ajouté: «L'avenir me donnera raison, mais il sera trop tard à ce moment-là.»

Le retour de Georges

Courriel reçu hier matin d'une M^{me} Roy:

«M. Gratton, «Manon l'a pris comment, la mort de Georges? Vous a-t-elle blâmé?»

Georges, pour ceux qui n'ont pas lu ma chronique de samedi dernier, est le poisson rouge à Manon. Mais il est bleu. C'est un poisson rouge... bleu. Et j'ai trouvé Georges sans vie dans son aquarium la semaine dernière, alors que Manon était à l'extérieur de la région pour

quelques jours.

Donc pour répondre à votre question, M^{me} Roy: non, Manon ne m'a pas blâmé pour la mort de son poisson. Elle a simplement dit: «Ça ne me surprend pas, il était rendu pas mal vieux, mon Georges.»

Et elle s'est vite remise de son deuil en allant s'acheter un autre poisson rouge... bleu.

Et celui-ci, elle l'a baptisé George Clooney.

Pourquoi George Clooney? Fouillez-moi. J'en ai aucune espèce d'idée.

Moi, je l'aurais appelé Gilles. Comme le lutteur à l'époque, Gilles «The Fish» Poisson.

Donc, si jamais je vous reparle du poisson rouge... bleu à Manon, je vais l'appeler Gilles. On se comprendra entre nous.

Et moi?

Je vois que je suis toujours sur la liste des indésirables du maire de Gatineau, Marc Bureau.

J'ai demandé une entrevue avec le maire Bureau à deux reprises, au cours de la dernière année. Et mes deux requêtes ont été accueillies avec un «non» sans équivoque.

Mercredi, c'était au tour de Louis-Philippe Brûlé, de la radio CKOI, d'accueillir M. Bureau en studio. Et il n'y a pas si longtemps, le maire accordait des entrevues à Radio-Canada et à CHOT dans leurs studios.

Mais le chroniqueur du *Droit*, lui, avec ses entrevues du samedi, qu'il aille chez «l'able».

Je suis un mal-aimé. Je dirais même... un incompris.

Bien «cute», mais...

En terminant, voici une photo de la députée de Gatineau, Stéphanie Vallée, avec son nouvel animal de compagnie. Une photo à classer dans la catégorie «Ça me semblait une bonne idée à l'époque».



COURTOISE



MARTIN ROY, Archives LeDroit

C'est au début juin que le diagnostic est tombé pour le frère Benoît Fortin: cancer du cerveau. Incurable. Il avait quitté la région l'année dernière, pour agir en tant que ministre provincial de la communauté capucine.

Emporté mercredi par un fulgurant cancer du cerveau

Le frère Benoît Fortin s'est éteint

JUSTINE MERCIER
jmercier@ledroit.com

Le frère Benoît Fortin, qui s'est longtemps impliqué dans la lutte à la pauvreté en Outaouais, s'est éteint mercredi après-midi des suites d'un fulgurant cancer du cerveau, à l'âge de 74 ans.

C'est au début juin que le diagnostic est tombé pour le frère Fortin: cancer du cerveau, incurable. Le dernier mois aura été passablement difficile, le septuagénaire ayant notamment perdu la capacité de s'exprimer. Il aurait célébré ses 75 ans le 16 juillet prochain.

Le frère Fortin avait quitté la région l'année dernière, après avoir accepté un mandat de trois ans à Montréal pour agir en tant que ministre provincial de la communauté capucine.

Originaire du Témiscouata, il s'est établi en Outaouais en 1991. Membre fondateur de Mon Chez Nous, il a assumé la présidence du conseil d'administration de cet organisme communautaire pendant 12 ans. Au fil des ans, il s'est également impliqué auprès

de nombreux autres organismes, tels que le Dépanneur Sylvestre et Centre Espoir Rosalie.

L'ancien archevêque de Gatineau, M^{gr} Roger Ébacher, a bien connu le frère Fortin au cours des deux dernières décennies. «Il a vraiment fait valoir la vision évangélique de la pauvreté, souligne l'archevêque émérite. [...] Il allait vers les pauvres, il était proche des personnes blessées par la vie, des personnes marginalisées, et ne se résignait pas devant la pauvreté.»

Attaché à la région

L'été dernier, lors d'une entrevue accordée au *Droit* peu de temps avant son départ pour Montréal, le frère Benoît Fortin avait confié qu'il souhaitait revenir en Outaouais au terme de son mandat dans la métropole.

«Ici, c'est mon milieu, disait-il. J'ai créé des liens de solidarité avec les groupes et à cause de mon âge avancé, ce que je prévois, c'est de terminer ma vie avec les groupes, les démunis et les gens exclus, qui sont devenus une grande famille pour moi.»

M^{gr} Ébacher rapporte que le frère Fortin a vécu sa maladie de façon «très courageuse, très sereine». «Il vivait ça comme il a vécu, avec un cœur ferme, un cœur bon.»

En quittant pour Montréal, le frère Fortin avait promis de garder contact avec les gens de l'Outaouais. L'actuel président du conseil d'administration de Mon Chez Nous, François Roy, confirme que cette promesse a été tenue. «Il venait régulièrement dans la région, à toutes les semaines quand il le pouvait», souligne M. Roy.

«C'est une perte importante, parce que c'est quelqu'un qui avait une forte préoccupation par rapport à la justice sociale, à la pauvreté, aux mal-logés, poursuit M. Roy. Il a été de tous les combats pour soutenir les mal-logés.»

Les funérailles du frère Fortin seront célébrées à Montréal par la communauté capucine, à une date qui reste à être déterminée. Une célébration commémorative est aussi prévue à Gatineau pour lui rendre hommage.

Avec Mathieu Bélanger

Un homme engagé et sensible à la réalité des plus pauvres

MATHIEU BÉLANGER
mabelanger@ledroit.com

«Le frère Benoît Fortin a fait sa marque dans la communauté des Capucins. Beaucoup de gens tournaient le regard vers lui. Il avait un caractère de leader.»

Le frère Alix Poulin, curé à l'église Saint-François d'Assise d'Ottawa, a bien connu le frère Fortin. Il a fait sa marque par son engagement sociale, mais aussi par sa forte présence au sein de la communauté des Capucins. Il était de ceux qui avaient un franc-parler, affirme

le frère Poulin. Il n'hésitait pas à prendre la plume pour conscientiser ses pairs à l'importance de l'implication sociale.

«Il disait qu'il fallait tracer la voie dans le monde en affrontant les défis, les difficultés et la pesanteur qu'amène souvent la vie, raconte-t-il. Ce fut difficile de voir cet homme qui ne cherchait jamais ses mots perdre la parole en fin de vie.»

Après avoir été brièvement enseignant au secondaire dans les années 1960, le frère Fortin part pour le Honduras au début des années 1970. «C'est là qu'il aura sa prise de conscience,

raconte le frère Poulin. Il est ensuite devenu très solidaire des gens en Amérique latine. Il est allé au Nicaragua. Il a vu et compris toute la réalité au Brésil. Ici, il était très sensible à ce que vivaient les immigrants, les femmes battues et les plus pauvres de notre société.»

Le frère Fortin était aussi un spécialiste de la doctrine sociale de l'Église. «Il connaissait tout ce que les papes ont publié concernant les questions sociales depuis Léon XIII, précise le frère Poulin. Il était très recherché pour des formations et des retraites.»

Des prix pour encourager le port du casque



Photo : utilisation autorisée

Publié le 5 Juillet 2012
Benjamin Vachet 

Santé publique Ottawa (SPO) lance une nouvelle phase de sa campagne de promotion du casque, le concours « Adoptez un casque ».

Sujets : [Ville d'Ottawa](#)

Ce concours s'adresse aux jeunes et aux jeunes adultes de 13 à 24 ans. Les participants courront la chance de gagner un prix parmi deux BMX (ou un article équivalent) et un nouveau casque ; cinq ensembles de planche à roulettes ; deux ensembles de patins à roues alignées et quatre chèques-cadeaux pour les loisirs de la Ville d'Ottawa.

Pour participer au concours, les jeunes sont invités à porter leur casque et à se faire prendre en photo avec le casque thématique du concours aux lieux indiqués sur le blogue de la campagne (adoptezuncasque.com).

Ils peuvent également partager le faux documentaire Adoptez un casque sur Twitter, en n'oubliant pas d'ajouter la mention « @ottawasante » dans leurs gazouillis.

Enfin, les participants peuvent raconter comment ils ont « adopté » leur casque en utilisant du texte, des photos ou des vidéos, et en envoyant le tout à l'adresse adoptezuncasque@ottawa.ca.

Ce concours s'inscrit dans la campagne médiatique Adoptez un casque, qui comprend la Journée du casque, où 24 magasins locaux ont offert des rabais à l'achat d'un casque afin d'en accroître l'accessibilité, la création d'un faux documentaire (youtube.com/adoptezuncasque) et d'un blogue pour l'adoption de casques (adoptezuncasque.com).

SPO rappelle que les sports et les activités récréatives se classent au deuxième rang des causes de blessures à

la tête chez les enfants et les jeunes. Ceux qui portent un casque bien ajusté en pratiquant ces sports réduisent de 85 % les risques de traumatisme crânien.

Le concours « Adoptez un casque » se termine le 20 juillet.

Pour en connaître les règlements, veuillez visiter la page suivante : adoptezuncasque.com/concours.

Un safari en plein cœur d'Ottawa

Publié le 5 Juillet 2012
Benjamin Vachet 

Le regroupement des parents et amis d'enfants sourds et malentendants franco-ontarien (RESO) organise un camp d'été pour les jeunes enfants sourds et malentendants de 5 à 14 ans, ainsi que leur famille de toutes les régions francophones

Sujets : [Centre Terry Fox](#) , [Ottawa](#) , [Avenue Gaspé](#)

Absolument unique en son genre, ce camp permet aux jeunes enfants sourds, malentendants et à leurs frères et sœurs de créer de nouveaux liens en utilisant les langues orales et visuelles, le français et la Langue des Signes Québécoise et en s'exprimant avec les arts, les sports et activités d'expressions diverses pour libérer les modes de communication.

Cette semaine prendra des allures de Safari urbain pour les jeunes de tout horizon.

Pour supporter cette activité, un encan-spectacle est organisé, qui débutera vers 14h, le samedi 7 juillet, au Centre Terry Fox de la jeunesse canadienne au 1805, avenue Gaspé à Ottawa.

Mise en garde contre la chaleur en vigueur les 6 et 7 juillet

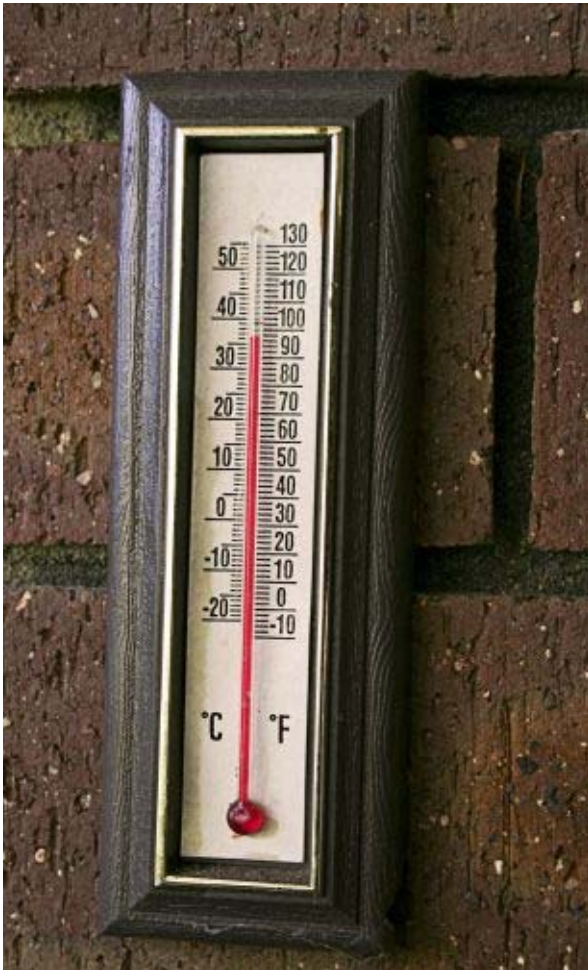


Photo : Courtoisie

Publié le 5 Juillet 2012
Benjamin Vachet 

Le médecin chef en santé publique a émis une mise en garde contre la chaleur pour le 6 et 7 juillet.

Sujets : [Santé publique Ottawa](#) , [Environnement Canada](#) , [Ville d'Ottawa](#) , [Ottawa](#)

Une mise en garde contre la chaleur est émise lorsqu'Environnement Canada prévoit un humidex de 40 ou plus pendant au moins deux journées consécutives. La chaleur extrême peut entraîner la déshydratation, l'épuisement, les coups de chaleur et même la mort.

La chaleur extrême pose de plus grands risques pour les nourrissons, les jeunes enfants et les sans-abris, ainsi que les personnes qui prennent des médicaments contre la maladie de Parkinson ou des antidépresseurs.

Santé publique Ottawa (SPO) incite les gens à garder un œil sur leurs proches, leurs amis et leurs voisins qui pourraient être isolés ou vulnérables à la chaleur, ou qui pourraient avoir besoin d'aide pour accéder à un endroit frais.

Pour prévenir les malaises et problèmes de santé reliés à la chaleur, les résidents d'Ottawa ainsi que les visiteurs doivent :

- boire beaucoup de liquides, de préférence de l'eau, et éviter la caféine et l'alcool;
- éviter l'activité physique ardue à l'extérieur;
- éviter de s'exposer directement au soleil, et chercher les endroits ombragés et frais dès l'apparition des premiers signes de malaises causés par la chaleur;
- porter des vêtements légers et amples;
- passer au moins deux heures par jour dans un lieu climatisé, comme un centre commercial, une bibliothèque locale ou un centre communautaire de quartier;
- ne jamais laisser d'enfants, de personnes âgées ou d'animaux sans surveillance dans un véhicule, même si les fenêtres sont partiellement baissées.

Les résidents peuvent se rafraîchir dans les piscines et pataugeoires et aux plages de la Ville d'Ottawa, de même que dans les centres commerciaux et les succursales de la Bibliothèque publique d'Ottawa. De plus, les cinémas Rainbows, au Centre St-Laurent, se sont alliés à la Ville d'Ottawa pour offrir des billets à prix réduit afin que les gens puissent se rafraîchir dans des milieux climatisés durant les périodes de grande chaleur.

Les grandes chaleurs s'accompagnent souvent d'une augmentation de la pollution atmosphérique et un indice UV élevé.

Les personnes qui ont des problèmes respiratoires ou cardiaques et les parents, gardiens et gardiennes d'enfants doivent surveiller les mises à jour horaires de la Cote air santé à l'adresse coteairsante.ca, ou en composant le 1 866 688-3810.

[Previous Story](#)

[Next Story](#)

Article rank | 6 Jul 2012 | Ottawa Citizen | LEE GREENBERG

Ontario teachers anticipate concessions

OECTA contract forces three days of unpaid leave

LAUREL BROTEN

Education minister 'Many people thought that this day would never come, that we would never agree, that we were too far apart.'

TORONTO • After nearly a decade of steady gains, Ontario teachers should brace for significant concessions following the announcement Thursday of a deal with the province's third-largest teachers' union that secures a twoyear wage freeze.

The deal with the Ontario English Catholic Teachers' Association (OECTA) goes beyond the freeze, by forcing teachers to take three days of unpaid leave. That concession amounts to a 1.5-per-cent pay cut, according to the government.

Although the days are being called "Professional Development" days, teachers will not be required to show up for work and the days will not occur when school is in session.

In return for those concessions, roughly 40 per cent of teachers who were scheduled to move up in pay through an 11-year salary grid will continue to see their pay rise. The remaining 60 per cent of teachers are already at the top of the grid, which allows for salary raises annually as well as via the acquisition of additional qualifications.

In another concession, Catholic teachers agreed to drop the number of sick days to which they are entitled, from approximately 20 per year to 10.

They will also lose the privilege of banking those days and receiving a lump-sum payment of up to \$46,000 upon retirement. (Existing banked sick days will still be paid out.)

OECTA President Kevin O'Dwyer said he believes his union negotiated as good a deal as it could, given the context of Ontario's \$15 billion deficit and broad spending restraint.

Teacher salaries have grown by 44 per cent over the past decade. The average Ontario teacher earns \$83,500, according to the province.

"We feel we were successful," O'Dwyer told reporters in Toronto.

"We've reached an agreement that was fair and reasonable and acknowledges the fiscal challenges that are facing this province ... Students and parents can predict this summer ... they'll have uninterrupted class and instruction. I think that's good for Ontario. I think that's good for students, parents and it's also good for our members."

Union officials would not comment on the timing of a vote by OECTA membership. O'Dwyer said the union executive ratified the framework deal Thursday morning. It will now go to local bargaining and from there to its members.

However, the deal will very likely affect all facets of the education sector as the province uses it as a template for other unions.

That includes the two largest teachers' unions in the province, the Elementary Teachers' Federation of Ontario (ETFO) and the Ontario Secondary School Teachers' Federation (OSSTF), both of which walked away from the negotiating table long ago, calling the provincial offer "laughable" and "offensive."

The two unions were heading toward a strike to mark the new school year.

Now they may have to live with a deal similar to the one signed Thursday.

Neither ETFO president Sam Hammond nor OSSTF president Ken Coran were available for comment Thursday; however, the two have scheduled a joint press conference Friday morning in Toronto where they will react to the Catholic teachers' deal.

In a recent video address to his membership, Coran acknowledged that the first deal signed with the province would likely act as a template for the remaining unions.

"We have been told by the government that if any affiliate or any union in the education sector were to reach a deal with the government, it is quite likely those details will become part of any bargaining process the other affiliates have to deal with," he said June 28.

The government would enforce the deal by putting it into a regulation which would be treated as a law, Coran said, which would be a "very, very detrimental" circumstance for his union.

"Our members have their own concerns," he said in the video address. "We have been very successful in a number of rounds of bargaining to achieve settlements that in most cases surpass other affiliates in certain situations. So any strips that occur would be obviously strips that impact us to a greater extent than any of the other education unions."

Education Minister Laurel Broten also said Thursday the Catholic teachers' deal will serve as a "road map" for bargaining with the other unions.



"Many people thought that this day would never come, that we would never agree, that we were too far apart," she said. "But this agreement demonstrates the value of partnership."

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

[Previous Story](#)

[Next Story](#)

[Previous Story](#)

[Next Story](#)

Article rank | *6 Jul 2012* | *Ottawa Citizen*

Province broadens access to higher education

The Quebec government has quietly officialized measures it says will broaden access to higher education in the province. The measures were first announced during the spring amid a dramatic showdown with university and college students protesting tuition hikes. Student associations criticized the proposals at the time, saying they did little to address their concerns about rising tuition fees. But the government has pushed ahead with its plans to draw the hike out over seven years, instead of five, and to increase the amounts dedicated to loans and bursaries. Education Minister Michelle Courchesne said in a news release today the Liberal cabinet formally adopted the measures on Wednesday.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

[Previous Story](#)

[Next Story](#)

[Previous Story](#)

[Next Story](#)

Article rank | 6 Jul 2012 | Ottawa Citizen | KAREN CHEN

Quebec to teach students how to float

40 people have drowned in the province this year

A program to teach Grade 3 students the basics of staying afloat is set to be rolled out provincewide in Quebec.

After successful pilot programs in Ontario and some Quebec schools, Quebec's Education Ministry says it will offer the Swim To Survive program to all elementary schools.

There have been 40 drownings in Quebec so far this year, up 56 per cent from the same period last year. The program is slated for the 20122013 school year and is estimated to cost around \$2 million for transportation, pool rental and compensation.

"We want to take the necessary means to reduce the number of drownings and prevent tragic situations," Education Minister Michelle Courchesne said in a statement.

The program lasts three hours over three days and teaches students skills to survive in simulated deep-water situations. Students are taught how to tread water for 60 seconds while surveying surroundings and how to swim 50 metres unassisted.

The program simulates being dropped in deep water by having children roll into the pool, swim away from the edge and rise to the surface. At the end of the program, each student is sent home with a certificate either saying that the child is capable of the three survival skills without a flotation device or recommending that parents send the child for swimming lessons to improve their water survival ability.

"It's more of an evaluation than a lesson," said Raynard Hawkins, the Quebec Lifeguarding Society's executive director. He said school boards that had implemented the program saw an increase in swimming lesson enrolment.

Starting in 2010, the Swim to Survive program was piloted at select primary schools across the province to evaluate its feasibility in urban and rural locations. The results show that the program effectively brought a majority of students to the Lifeguarding Society's standards of survival swimming. The not-for-profit Lifeguarding Society will administer the program across the province.

Schools opt in voluntarily to the program, which may be more difficult to administer in more rural areas. A committee of parents, ministry representatives, the Lifeguarding Society, school board members and municipal representatives will be formed to make recommendations to the ministry.

"Because pools are less accessible to schools in some rural areas, the program is not obligatory at this stage, but the hope is that through the committee, more and more schools are able to join in the program," said Kimberly Labar, a spokeswoman for Courchesne.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

[Previous Story](#)

[Next Story](#)